

Le 31 octobre 2023

PROCES-VERBAL

du Conseil Municipal du 21 septembre 2023

de la Ville de Saint-Malo

M. Gilles LURTON :

Bonjour à toutes et à tous. Merci beaucoup pour votre présence ce soir. J'espère que vous avez toutes et tous passé de bonne vacances et qu'elles vous ont permis de vous reposer, nous le méritons toutes et tous.

J'ai une pensée en ce début de conseil municipal pour le peuple marocain, qui a été victime d'un terrible séisme, nous lui avons exprimé notre solidarité par l'intermédiaire à la fois des associations nationales qui suivent de très près cette situation, mais également des associations locales que nous avons la chance d'avoir à Saint-Malo et qui elles aussi sont très mobilisées. Nous sommes évidemment en contact permanent avec eux. Quand je parle du peuple marocain, je ne peux pas m'empêcher d'avoir aussi une pensée pour le peuple Libyen qui a aussi été victime de catastrophes climatiques.

Je vais demander au plus jeune d'entre nous ou à la plus jeune d'entre nous de faire l'appel. Anna Khélif-Journé, merci.

- Adoption des procès-verbaux des séances du 22 juin et du 08 août 2023 :
Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).
- Compte-rendu des décisions prises au titre de l'article L2122-22 du CGCT :
Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).
- Liste des avenants et marchés conclus depuis le dernier Conseil Municipal
Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

- 1 - Instauration de la majoration de la cotisation communale due au titre des logements meublés non affectés à l'habitation principale

M. Gilles LURTON :

Nous allons donc commencer directement l'ordre du jour de ce Conseil municipal avec l'instauration de la majoration de la cotisation communale due au titre des logements meublés non affectés à l'habitation principale.

Je vous rappelle que l'année dernière, lors de la préparation budgétaire, la loi de finances pour 2023 avait annoncé un décret qui devait classer un certain nombre de communes, principalement littorales, en zone tendue, décret qui devait sortir pour le 28 février 2023. Nous avons donc pris en compte ces décisions et avons un peu devancé le décret en vous proposant l'année dernière une augmentation de 45 % de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires. Il se trouve que ce décret n'a pas été publié dans les délais prévus par la loi de finances, mais qu'il vient seulement d'être publié à la toute fin du mois d'août. À partir de là, nous vous proposons de reprendre la même décision que celle que nous vous avons déjà proposée l'année dernière et je donne tout de suite la parole à Monsieur BELLOIR pour nous présenter cette délibération.

M. Nicolas BELLOIR rapporte la délibération.

Mme Sophie BEAUDOUT :

Bonsoir à tout le monde, merci Monsieur le Maire. De notre côté, on avait déjà évoqué cette possibilité d'augmenter la THRS dans notre programme, donc pas de surprise en ce qui me concerne. Lors du Conseil municipal du 20 mai 2021, je vous avais questionné et vous m'aviez répondu que nous étions déjà en zone tendue, confondant la loi Alur avec la législation fiscale ; Donc on est dans la traduction juridique d'un décret qui est d'août 2023 qui place 2 263 communes éligibles en supprimant la condition des 50 000 habitants. Dans notre coin, il y a Dinard, Saint-Suliac, Le Tronchet, Cancale, on est un certain nombre, mais la question que je me pose là aujourd'hui, c'est comment est-ce que vous avez déterminé le taux de 45 % et dans quelle mesure ce mécanisme compense correctement la suppression de la THLV, est-ce que vous pourriez me répondre sur ces points ?

M. Nicolas BELLOIR :

Oui, donc le taux de 45 %, il a été décidé l'année dernière, vous savez qu'on avait un mécanisme qui pouvait aller de 5 % à 60 %, ça c'est le texte réglementaire. Il se trouve que dans le choix politique qui a été fait, il ne s'agit pas pour nous, uniquement, d'une recette fiscale supplémentaire, cela en est une bien sûr, on ne dit pas le contraire, mais la mise en place de cette majoration de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, c'est un élément du dispositif de notre politique en matière de logement pour faire revenir des familles. L'objectif, c'est évidemment de pouvoir essayer de récupérer quelques logements en résidence principale sur le secteur de Saint-Malo, donc c'est un outil parmi d'autres et ce n'est pas aussi, à l'inverse, cette majoration qui va régler la situation du logement sur Saint-Malo ou sur les villes littorales, ce n'est pas ce que je suis en train de dire mais c'est un ensemble global. Il n'y avait pas dans notre esprit, sur les 45 %, une volonté d'essayer de compenser la perte de la taxe d'habitation sur les logements vacants pour une simple raison, c'est que le montant de cette taxe

d'habitation sur les logements vacants, est de 137 000 € pour la collectivité de Saint-Malo, puisqu'aujourd'hui nous avons sur la ville de Saint-Malo seulement 289 logements vacants. Derrière, pour nous, il n'y avait pas un objectif de compensation de cette perte de recettes, il n'y avait pas de mécanismes qui étaient liés compte tenu de la faiblesse du nombre de logements vacants sur la ville de Saint-Malo.

M. Gilles LURTON :

J'ajouterais que certes l'objectif est de faire diminuer le nombre de résidences secondaires, si c'est possible ; en tout cas de freiner la croissance des résidences secondaires à Saint-Malo, qui est actuellement très forte. Nous espérons que c'est un élément, on n'est jamais complètement certain sur ce genre de chose, mais nous espérons que c'est un élément qui permettra de freiner la croissance des résidences secondaires à Saint-Malo. Je vous rappelle que nous sommes à un taux de 26 % de résidences secondaires actuellement. Ce taux a monté très rapidement pendant ces dernières années. Notre souhait est d'essayer d'inverser cette tendance. Ensuite, j'ajouterai également que dans le cadre de la réflexion, nous avons aussi travaillé avec les communes voisines qui ont été classées dans le décret comme zones tendues pour essayer de se mettre d'accord tant bien que mal sur un taux qui correspond à ce taux de 45 %. Toutes ne l'ont pas adopté mais un certain nombre de communes ont décidé, nous, nous avons annoncé d'emblée que nous étions à 45 % parce que c'était déjà la proposition sur laquelle nous nous étions basés l'année dernière, un certain nombre de communes nous ont suivis dans cette décision.

Mme Sophie BEAUDOUT :

En complément, le classement en zone tendue, au titre de l'article 232 du code général des impôts, permet d'user d'un droit de préemption urbain renforcé. Est-ce qu'il est prévu d'agir sur ce levier-là, puisqu'on parlait tout à l'heure des difficultés à loger des jeunes familles et des jeunes ménages, sans compter qu'on peut s'appuyer sur Action Cœur de Ville pour rénover les bâtiments le cas échéant.

M. Gilles LURTON :

C'est un outil dont nous disposons, comme d'autres d'ailleurs en matière de recours, par exemple, des recours plus rapides et ne donnant pas lieu à appel quand nous avons des recours sur un certain nombre de permis de construire que nous délivrons. Les jugements seront maintenant plus rapides et ne pourront pas donner lieu à appel. Tout ça, c'est un panel de mesures que nous donne le décret dont nous avons bien, effectivement, l'intention de nous servir si nous en ressentons le besoin.

Mme Anne LE GAGNE :

Merci Monsieur le Maire, une question, est-ce que vous avez des informations concernant l'instauration de cette majoration de cotisation communale due au titre des logements meublés non affectés pour les habitations légères de loisirs, ceux qu'on dit les HLL ?

M. Nicolas BELLOIR :

Aujourd'hui, on n'a pas d'éléments d'information puisque cette majoration, c'est bien une majoration de la taxe d'habitation, donc c'est bien les logements qui aujourd'hui sont soumis à cette perception de la taxe d'habitation et donc ce qui n'est pas toujours

le cas sur, la plupart du temps, les habitations dites de loisirs. C'est un point sur lequel il faudra avoir une attention toute particulière, mais je pense que ce type d'habitat n'est pas concerné.

Mme Anne LE GAGNE :

Je disais juste ça parce que le tribunal administratif de Toulon vient de rendre une réponse, il y a quelques heures.

M. Victor RICHARD :

Je voulais apporter une précision également concernant les taxes d'habitation des résidences secondaires. On a quand même toute une partie de résidences secondaires qui ne sont pas soumises à la taxe d'habitation. Je pense notamment à toutes les locations courte durée touristique qui elles sont soumises à la taxe de séjour et à la contribution foncière des entreprises. Donc aujourd'hui, cette majoration de 45 % ne touche que les résidences secondaires habitées par des personnes qui sont habituellement à Saint-Malo, qui viennent régulièrement depuis des années et on ne touche pas du tout les personnes qui utilisent leur résidence secondaire pour du logement touristique. C'est important, parce-que ça représente quand même, pas mal de résidences secondaires, c'est assez injuste.

M. Nicolas BELLOIR :

Oui, tout à fait. Monsieur Richard, vous avez parfaitement raison, c'est pour ça qu'au niveau gouvernemental, une réflexion a été engagée, mais pour l'instant, il n'y a pas eu de traduction pour toucher au régime de la fiscalité sur les locations de courte durée pour effectivement la rendre moins incitative.

Ce point n'appelant pas d'autres observations, la délibération est mise aux votes.

- - - - -

- 2 - Avenant n° 1 à la convention attributive FEDER relative au projet "Plan Vélo Saint-Malo

M. Nicolas BELLOIR rapporte la délibération.

M. Gilles LURTON :

Très bien, c'est du beau boulot, qui nous aide bien dans le cadre de notre politique en faveur du vélo. Est-ce qu'il y a des questions ?

Mme Anne LE GAGNE :

Je vais reprendre vos propos, Monsieur le Maire, c'est du beau boulot mais j'ai deux questions : Quid de la traversée du barrage de la Rance dans le cadre de ce plan vélo à Saint-Malo et puis des interrogations sur le boulevard Douville et la situation des deux commerces qui alertent beaucoup la population ou les réseaux sociaux. Je voulais vraiment savoir ce qui se passe au niveau du boulevard Douville parce que la situation ne paraît pas très claire, merci.

M. Gilles LURTON :

Sur le boulevard Douville, nous avançons mais je vais laisser la parole à Monsieur PERRIN sur ce sujet. Nous avançons avec eux après une politique de concertation très poussée, de multiples réunions de concertation avec l'ensemble de la population, la population, pas nous, la population, avec l'aide des techniciens bien sûr qui ont présenté les dossiers du cabinet qui nous a aidé dans ce domaine, qui ont dégagé un plan d'aménagement qui, certes, n'a pas fait l'unanimité, nous n'aurons jamais l'unanimité dans le cadre de ce genre de projet, mais a dégagé une très, très, très large majorité en faveur du projet que nous avons établi. Guillaume, est ce que tu veux en rajouter là-dessus ?

M. Guillaume PERRIN :

Oui, merci Monsieur le Maire. Bonjour à toutes et à tous. Sur le boulevard Douville, alors effectivement, nous avons mené une concertation qui a donné lieu à cinq rencontres avec l'ensemble des parties prenantes et des personnes qui pouvaient être intéressées à ce projet. Tout d'abord, une balade urbaine qui a été suivie donc de 3 ateliers thématiques, l'un destiné à traiter spécifiquement des extrémités de l'axe de la place du Mouchoir vert d'une part et de la place de la Roulais, d'autre part. Les 2 autres destinés à traiter de l'axe et des intersections, et puis un 3^{ème} sur la partie de la rue ville Pépin qui nécessitait aussi un traitement particulier. Puis la 5^{ème} réunion au cours de laquelle le projet issu de cette concertation a été présenté à l'ensemble des parties, avant les derniers réglages, notamment avec les services de l'État et particulièrement l'architecte des bâtiments de France pour un permis d'aménager qui a été délivré le 27 juin dernier. Donc ça, ce sont les données relatives à la démarche telle qu'elle a été conduite, dans un esprit que je tiens à préciser, il ne s'agit pas d'information, comme on pouvait faire dans le passé, voire même de consultation, mais il s'agit réellement d'une démarche de co-construction qui a été entreprise. Alors les 2 commerces auxquels vous faites allusion, moi j'en vois un, s'il y en a un 2^{ème} je suis prêt à vous entendre. Alors effectivement, chacun peut voir au niveau du Mouchoir vert, le mécontentement affiché par le gérant, l'exploitant du bar tabac, qui se trouve à cet emplacement. Ça n'est pas faute pour nous et pour moi personnellement, enfin, ce n'est pas faute pour nous, au-delà des 5 réunions collectives, dont je viens de parler, d'avoir pris l'initiative de contact avec les commerçants. Il y a eu un groupe de commerçants, effectivement, on a eu un peu de mécontentement, puis très sonore sur la place de la Roulais, mais à l'issue des contenus, des précisions, des ajustements qui ont été apportés au projet sur ce secteur là, sur le boulevard Douville, sur les commerces du boulevard Douville, je n'ai pas relevé de signes de mécontentement persistants. Sur le secteur, sur l'entrée du boulevard, nous avons une situation particulièrement complexe au niveau du rond-point du Mouchoir vert et la nécessité, puisque nous procédons à un réaménagement en profondeur, de sécuriser cet emplacement, de sécuriser cet espace. Le projet qui a été dessiné ne comporte que des modifications qui seront supportées exclusivement par l'espace public. Il s'agit notamment de desserrer l'angle que forment la rue de la Marne d'une part, et le boulevard Douville d'autre part, à l'entrée du boulevard Douville, de manière à sécuriser la circulation automobile sur le rond-point du Mouchoir vert et d'autre part, on avait un tourne à droite sans grand intérêt, qui sera supprimé, ce qui agrandit l'espace aménageable. Nous avons l'ambition, nous sommes déterminés, à créer un espace de qualité, un espace dégagé permettant de renforcer l'attractivité du cœur de ville de Saint-Servan, permettant de mieux signaler que le boulevard Douville donne accès à un

des cœurs de ville majeur de la ville de Saint-Servan. Nous avons eu soin d'apporter, de proposer, un certain nombre d'aménagements destinés à réduire les conséquences de la modification des circulations sur ce secteur pour l'exploitant du commerce qui se trouve à cet emplacement. Je l'ai rencontré personnellement à 3 reprises, nous avons étudié avec les services de la ville, avec nos services techniques, plusieurs hypothèses avec la mise en place de nouveaux stationnements et le parti qui a été pris dans le cadre du permis d'aménager va conduire à l'abattage de quelques arbres qui sera compensé de manière à maintenir une capacité de stationnement à proximité immédiate de ce commerce de la place du Mouchoir vert. Le détail de ces dispositions figure au permis d'aménager qui a été affiché dès le 19 juillet pour la période réglementaire qui vient de s'achever. Donc les services de la ville se trouvent à présent en mesure de poursuivre avec la consultation des entreprises. Nous attendons actuellement les offres des entreprises avant de procéder dans les semaines qui viennent à leur analyse et à la sélection des entreprises qui réaliseront cet aménagement. Des réglages comme celui que nous nous efforçons de faire au niveau du carrefour du Mouchoir vert sont également en cours, avec la procédure de consultation des entreprises qui est lancée, sont en cours avec chacun des riverains de cet axe, de façon à préserver autant qu'il est possible le confort d'accès des propriétés riveraines à cet axe. Nous accordons le plus grand soin à ce que ces travaux et le résultat de ces aménagements apportent vraiment à chacun, à l'ensemble, et sans aucune exception, aux riverains de ce boulevard une amélioration sensible par rapport aux conditions dans lesquelles la circulation s'effectuait sur cet axe qui était décrié depuis de longues années et pour lequel il était réclamé depuis fort longtemps que la ville entreprenne des travaux d'envergure. C'est ce que le Maire a décidé il y a 2 ans, c'est en ce sens que les décisions budgétaires ont été prises et c'est ce à quoi je m'emploie personnellement avec les services de la ville.

M. Gilles LURTON :

Et je te remercie pour la façon avec laquelle tu le fais, Guillaume, parce que ce n'est pas toujours simple et je dois dire que tu y consacres beaucoup, beaucoup, beaucoup de temps et d'énergie.

Mme Anne LE GAGNE :

Merci Monsieur Perrin, est-ce que vous pouvez juste nous préciser dans ce cadre-là, combien d'arbres vont être abattus et puis la durée des travaux sur le boulevard Douville ? Merci.

M. Guillaume PERRIN :

Oui, je crois qu'on est sur une demi-douzaine d'arbres sur l'ensemble du boulevard. Alors il faut savoir que sur ce boulevard sont plantés des platanes, sur la santé de laquelle on s'est inquiété. Il y a donc une 1^{ère} expertise qui avait été faite, nous conduisant à avoir de sérieuses préoccupations sur la santé de ces arbres. Une 2^{ème} expertise nous a rassuré et nous a conduit à prendre le parti de conserver l'ensemble des platanes qui se trouvent sur cet axe. Ceux dont l'abattage a été décidé, mais je le rappelle avec en compensation des plantations en nombre équivalent, c'est essentiellement soit pour justement l'état de santé de quelques-uns de ces arbres, soit pour la nécessité d'amélioration de la sécurité de la circulation que la décision a été prise de procéder à ces abattages et elle a été examinée sur le plan dans les règles qui sont prévues par le code de l'urbanisme et le code de l'environnement à ce sujet.

M. Gilles LURTON :

Merci, sur le calendrier Guillaume.

M. Guillaume PERRIN :

Sur le calendrier, j'évoquais la consultation des entreprises qui s'achève et la passation des marchés qui interviendra dans les prochaines semaines puisque ces crédits sont inscrits au budget de l'exercice en cours et donc aujourd'hui, après les travaux qui ont été effectués sur les réseaux d'eau potable et d'assainissement au premier semestre, se poursuivent les travaux d'effacement des réseaux électriques jusque début décembre avec une période d'interruption au moment des congés de la Toussaint. Les travaux d'aménagement proprement dit débiteront au tout début de l'année 2024.

Mme Anne LE GAGNE :

Excusez-moi, Monsieur le Maire, je n'ai pas compris combien de temps ça allait durer, c'est la première question et quels impacts sur les commerces concrètement ?

M. Guillaume PERRIN :

Travaux d'effacement des réseaux électriques, alors pour ces travaux, l'impact est limité, un certain nombre de places de stationnement sont condamnées mais la circulation est maintenue. Pour les travaux d'aménagement de voirie, ils s'étaleront dans le courant du 1^{er} semestre 2024. On devrait avoir une livraison du boulevard en avril, bien avant la saison estivale et nous prendrons soin pendant ces travaux, comme on a pu le faire sur la partie traitement des réseaux assainissement et eau potable de maintenir autant qu'il est possible une circulation entrante, au moins une circulation en sens unique, une circulation entrante dans Saint-Servan. Il n'y aura guère que quelques semaines, 1 ou 2 semaines au moment de la pose du revêtement sur la chaussée où nous serons obligés de condamner cet axe.

M. Gilles LURTON :

Il y avait une autre question qui concernait le barrage de la Rance. Le barrage de la Rance, je le rappelle, se situe sur la route départementale 168. Qui dit route départementale dit responsabilité de la collectivité départementale, cependant, nous travaillons en collaboration sur ce sujet avec Saint-Malo Agglomération, la Communauté de communes Côte d'Emeraude et le Département pour tenter de trouver la meilleure solution pour assurer le passage des vélos sur le barrage de la Rance. J'ai eu l'occasion de répondre à plusieurs reprises à Saint-Malo Agglomération sur cette question, nous avons eu une première étude sur les différentes possibilités de passage, une étude qui a conduit à retenir une première variante qu'on appelle la variante sud, c'est-à-dire celle qui passe à l'intérieur, côté intérieur de la Rance, le long du barrage, avec nécessité d'un encorbellement quand on arrive sur la pente qui monte vers le carrefour de la Flaurie, en bas, dans le tournant du barrage.

Cette variante a été très largement discutée. Elle nécessite encore quelques compléments d'études sur le passage de l'écluse, qui posent quelques difficultés au niveau de ses machineries, le cabinet qui travaille avec nous continue le travail dessus. Le Conseil Départemental a souhaité, comme c'est son droit et je respecte complètement ça, a souhaité que l'on pousse les études encore plus loin, considérant que le vélo devrait être quelque chose pour tous, je suis assez d'accord avec ça, praticable pour tous et que les pentes qui descendent et montent vers le barrage

peuvent parfois être difficiles pour certaines personnes qui ne sont pas forcément aguerries à la pratique sportive du vélo, même si maintenant, il y a des vélos électriques, mais malgré tout, elles peuvent être compliquées et nous a demandé de travailler sur une variante type viaduc au-dessus du barrage. Le département reconnaissant nos réticences sur ce point, nous a dit qu'il financerait 80 % de l'étude, puisque nous étions très réticents à participer financièrement, que ce soit la Communauté de Communes Côte d'Emeraude, enfin je ne veux pas parler pour eux, mais ils étaient dans le comité, comme Saint-Malo Agglomération, moi-même, en tant que Président de Saint-Malo Agglomération, j'étais réticent pour participer financièrement à hauteur de ce que nous participons pour les études normales, c'est-à-dire un tiers, un tiers, un tiers, et donc le département dit qu'il participerait à hauteur de 80 % des frais d'études pour parvenir et nous, nous aurons à notre charge, chaque collectivité, grosso modo 10 000 € ; c'est ce qui est en cours actuellement. En attendant, le département a tenté une solution de remplacement qui fonctionne tant bien que mal en passant par le bois du Coudray. Voilà, nous en sommes là aujourd'hui, mais c'est un sujet sur lequel nous ne renoncerons pas et dans les variantes que nous recherchons, sur lesquelles nous travaillons également, nous n'excluons pas non plus toutes les variantes de navettes vélos à travers la Rance, bien entendu, ça fait pleinement partie de la réflexion.

Ce point n'appelant pas d'autres observations, la délibération est mise aux votes.

- - - - -

- 3 - Clôture du budget annexe Régies de Zones Industrielles - Transfert de l'actif

M. Nicolas BELLOIR rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

La délibération est mise aux votes.

- - - - -

- 4 - Transfert des biens liés au transfert de la compétence petite enfance entre le Centre Communal d'Action Sociale et la Ville de Saint-Malo - Transfert complémentaire

M. Nicolas BELLOIR rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

La délibération est mise aux votes.

- - - - -

- 5 - Garantie d'un emprunt de 377 300 euros pour Emeraude Habitation OPH de Saint-Malo Agglomération souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations - Acquisition en VEFA de 2 logements situés 61 rue de la Balue

Présidence M. Jean-Virgile CRANCE.

Mme Tiphaine RENARD rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

La délibération est mise aux votes.

- - - - -

- 6 - Garantie d'un emprunt de 192 000 euros pour le Foncier Coopératif Malouin auprès de la société Action Logement Services - Acquisition foncière située au 7 avenue de Lorette - 5 boulevard de la Rance

Mme Karine CHOUIKHA rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

La délibération est mise aux votes.

- - - - -

- 7 - Garantie d'un emprunt de 444 000 euros pour le Foncier Coopératif Malouin auprès de la société Action Logement Services - Acquisition foncière située au 7 avenue de Lorette - 5 boulevard de la Rance

Mme Karine CHOUIKHA rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

La délibération est mise aux votes.

- - - - -

- 8 - Garantie d'un emprunt de 336 000 euros pour le Foncier Coopératif Malouin auprès de la société Action Logement Services - Acquisition foncière située rue de la fontaine aux pèlerins

Mme Karine CHOUIKHA rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

La délibération est mise aux votes.

- - - - -

- 9 - Projet d'exposition Lee Miller - Acceptation d'un don anonyme

Mme Isabelle DUPUY rapporte la délibération.

M. Gilles LURTON :

Nous remercions la personne qui reste anonyme.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

La délibération est mise aux votes.

- = - - - = -

- 10 - Parc Naturel Régional Vallée de la Rance - Côte d'Émeraude - Approbation de la Charte et adhésion au Syndicat mixte de gestion

M. Gilles LURTON rapporte la délibération.

Mme Anne LE GAGNE :

Je voulais juste me réjouir et à titre personnel comme ambassadrice, du projet du parc régional depuis 2019, de l'aboutissement de ce très beau projet et puis je me fais l'écho de l'ensemble de l'équipe. Est-ce que vous pouvez cependant nous éclairer sur les préoccupations des villes qui ont voté contre ?

M. Gilles LURTON :

Alors le vote n'est pas terminé, puisqu'il y a jusqu'au 30 septembre pour voter, donc aujourd'hui je n'ai pas tout le bilan puisqu'il y a encore des communes qui n'ont pas voté pour le moment. Je pense que le débat, on pourrait l'avoir à Saint-Malo Agglomération, puisque nous allons avoir la même question à Saint-Malo Agglomération la semaine prochaine, les maires seront tout à fait libres de s'exprimer sur le sujet. Voilà, ça m'est difficile de m'exprimer à leur place.

Mme Anne LE GAGNE :

Mon propos n'était pas de vous mettre en difficulté, ni que vous vous exprimiez à leur place, c'était de nous expliquer quelles contraintes pèsent et justifient un refus de certaines mairies, pour que nous puissions être éclairés pleinement ?

M. Gilles LURTON :

J'entends beaucoup parler de craintes en matière d'urbanisme. J'entends beaucoup parler de ce type de craintes dans les communes, je ne les trouve pas forcément fondées, au contraire, je trouve que la création du parc naturel régional, mais c'est mon point de vue et je sais qu'il n'est pas forcément partagé par tous, la création du parc naturel régional ne peut apporter qu'en qualité à mon avis au niveau urbanisme et au niveau du développement de ces communes. Il y a aussi, pour certaines communes qui sont plus tournées vers la baie du Mont-Saint-Michel, des raisons de regarder plus du côté du patrimoine du Mont Saint-Michel, patrimoine de l'Unesco et de moins se sentir mobiliser sur la vallée de la Rance. Toutes ces raisons sont exprimées. Je crois qu'il faut les entendre, les respecter et c'est la liberté de chacune des communes de faire le choix qu'elle souhaite. Je considère que les missions réglementaires d'un parc telles que

protéger les paysages et le patrimoine naturel et culturel, me paraît une bonne mesure. Contribuer à l'aménagement du territoire, contribuer au développement économique, social, culturel, à la qualité de la vie, assurer l'accueil, l'éducation et l'information du public, le parc naturel régional créera plusieurs maisons du parc naturel ; tous ces sujets ne peuvent qu'être des atouts pour faire grandir en qualité l'accueil dans le pays de Saint-Malo. C'est mon point de vue en tout cas.

Mme Anne LE GAGNE :

Je vous remercie, nous étions convaincus des atouts, nous voulions juste être éclairé sur les éléments qui pouvaient poser question. Merci beaucoup.

Ce point n'appelant pas d'autres observations, la délibération est mise aux votes.

- - - - -

- 11 - Convention de participation pour la réalisation d'une étude de programmation urbaine sur le secteur Gare

Mme Florence ABADIE rapporte la délibération.

Mme Sophie BEAUDOUT :

Je ne suis pas sûre de bien comprendre exactement pourquoi on fait une étude sur ce secteur, mais surtout j'entends que vous parlez de la sécurité dans le quartier de la gare ; sauf erreur de ma part, il y a l'extinction de l'éclairage public jusqu'à 05h30 du matin dans le quartier de la gare, alors que d'autres quartiers, eux, bénéficient du maintien de l'éclairage nocturne. Le secteur de la gare, on le sait, c'est un secteur très passant où il y a pas mal de monde et où il y a une insécurité présente donc dans quelle mesure est-ce que l'extinction de l'éclairage public à cet endroit-là est approprié ?

Mme Florence ABADIE :

En fait, quand on a déterminé les secteurs qui devraient rester allumés un petit peu plus tard la nuit, c'est en fonction de l'usage qui est fait par les habitants et en l'occurrence, on éteint la lumière à 01h30, donc il n'y a plus de trafic à ce moment-là et on réactive la lumière à 05h30 du matin pour les premiers travailleurs du matin qui prennent leurs transports en commun.

Mme Sophie BEAUDOUT :

Vraiment, pour l'avoir vu en déposant des gamins à des horaires avancés pour des raisons de covoiturage ou de départ en voyage, ce n'est vraiment pas cool. Enfin, dans le secteur de la gare, ça serait vraiment intéressant de réfléchir par exemple à un éclairage qui fonctionne à la détection de présence ou ce genre de choses, je pense que ce serait pertinent pour sécuriser ce coin-là.

M. Gilles LURTON :

Eh bien, ça fait partie des réponses que pourra nous apporter l'étude que nous lançons, entre autres, parce que nous attendons beaucoup plus.

Mme Anne-Claire CLAVIER :

Il sera intéressant aussi, à mon sens, dans le cadre de cette étude d'envisager les connexions entre les flux arrivant à la gare et les différents quartiers de Saint-Malo. On retrouve régulièrement des gens un peu perdus sur les connexions gare/intra-muros avec toujours pas de navette directe entre la gare et intra-muros, si ce n'est la navette à cheval qui a été mise cet été mais qui ne suffira pas à réduire le flux des touristes perdus Intra/la gare qui le font à pied, même si évidemment à pied, pourquoi pas, mais tout le monde n'a pas la possibilité physique, donc je pense que dans ce programme ça pourrait être intéressant d'évoquer ces points-là.

Mme Florence ABADIE :

Alors c'est vrai que pour ce qui est de la connexion intra-muros/la gare, on a quand même la possibilité d'avoir des taxis qui font le trajet et des bus. On espère aussi définir, justement grâce à cette étude, de nouveaux modes de transport et pourquoi pas à vélo avec des vélos en libre-service. Enfin tout est justement imaginable et ce que vous avez dit en tout premier lieu, c'est vrai, cette étude a pour but vraiment de mieux connecter la gare avec l'ensemble des quartiers à proximité et des nouveaux équipements, mais également plus loin pour les personnes qui ont besoin de s'y déplacer. Merci.

Mme Anne LE GAGNE :

Oui, juste pour bien comprendre, c'est une réflexion sur la gare, son environnement, il n'y a pas de réflexion sur le fait de la gare, elle a été déplacée en 2010.

Mme Florence ABADIE :

2005

Mme Anne LE GAGNE :

Entre 2005 et 2010, les travaux se sont arrêtés en 2010, en tous les cas, moi de ce que j'ai pu lire 130 millions de francs, à l'époque, de travaux. L'idée n'est pas là, je ne suis pas sûre d'avoir bien compris l'envergure de la réflexion ou le champ de la réflexion. Est-ce qu'il va jusqu'à revoir la configuration actuelle de la gare ?

Mme Florence ABADIE :

Oui, alors peut-être que je n'ai pas été très claire, mais oui, c'est tout à fait ça en fait, le flux a progressé, c'est pour ça que j'ai donné quelques chiffres. Le trafic a progressé de plus de 350 % depuis 2008 donc on avait à peu près 1,6 millions de voyageurs en 2022 et ce qui fait que les besoins aujourd'hui ne sont plus du tous les mêmes par rapport à ce qu'il y avait une dizaine ou une quinzaine d'années, aujourd'hui, c'est complètement différent. Vous avez dû le constater quand vous déposez des personnes à la gare, le Dépose-minute est très compliqué à utiliser pour être très concret il n'est pas assez grand, il est mélangé avec les taxis. En plus de ça le trafic des bus mélangé avec les piétons entraîne quelque fois de l'insécurité pour les jeunes, donc il était vraiment nécessaire, étant donné les nouveaux flux qui sont dans ce quartier, et puis les changements aussi dans les quartiers aux alentours, il était vraiment nécessaire de porter cette réflexion pour rapidement, comme vous le dites, réaménager la gare de manière à ce qu'elle soit beaucoup plus fonctionnelle et plus agréable, que ce soit pour les touristes, les gens qui travaillent et pour les habitants de Saint-Malo.

Mme Anne-Claire CLAVIER :

Madame ABADIE pour y passer quotidiennement le pavage de la zone pose question également. Il y a des petits pavés gris un petit peu partout sur cette zone-là, avec énormément de pavés déplacés. Encore aujourd'hui, j'ai pu le constater au niveau des ronds-points de la gare, avec des risques accrus pour les vélos notamment.

Mme Florence ABADIE :

C'est encore un des points sur lesquels on va apporter notre vigilance. Merci de votre remarque.

M. Gilles LURTON :

En tout cas, je peux vous dire qu'on ne reculera pas la gare. L'étude ne conclura pas à un recul de la gare. Elle restera là où elle est, ça c'est très clair.

Mme Anne LE GAGNE :

Je pense que c'était intéressant d'avoir l'information pour ne pas rester dans un flou.

M. Gilles LURTON :

Oui, tout à fait, bien sûr, toute information est toujours intéressante et vous avez raison de poser ces questions.

Mme Anne LE GAGNE :

Merci Monsieur le Maire, exactement. Le diable étant dans les détails, je pense que c'était très important pour nous ces éléments-là.

M. Gilles LURTON :

Mais oui, je vous explique, en fait, la gare ne peut pas être plus loin pour pouvoir accueillir une rame TGV sur un quai droit, dès que ça commence à tourner, ça ne fonctionne plus.

Ce point n'appelant pas d'autres observations, la délibération est mise aux votes.

- - - - -

- 12 - Ecoquartier de la Caserne de Lorette - Smart Grid - Approbation des statuts de l'ASL destinée à détenir les installations du smart grid

Présidence M. Jean-Virgile CRANCE.

M. Serge BESSEICHE rapporte la délibération.

M. Jean-Virgile CRANCE :

On se félicite en effet de de de l'avancée de ce beau projet innovant pour le patrimoine immobilier malouin.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

La délibération est mise aux votes.

- - - - -

- 13 - Ecoquartier Caserne de Lorette - Approbation des statuts de l'association pour la personne morale organisatrice en charge de l'autoconsommation collective

Présidence M. Jean-Virgile CRANCE.

M. Serge BESSEICHE rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

La délibération est mise aux votes.

- - - - -

- 14 - Soumission des travaux de ravalement à déclaration préalable (Article R.421-17-1 du Code de l'Urbanisme)

M. Serge BESSEICHE rapporte la délibération.

Mme Sophie BEAUDOUT :

Est-ce qu'il y a une obligation de ravalement sur Saint-Malo au bout d'un certain nombre d'années ou pas du tout ?

M. Gilles LURTON :

Non, il n'y a pas.

Mme Sophie BEAUDOUT :

Est-ce que c'est envisagé ?

M. Gilles LURTON :

C'est dans les questions que nous nous posons. Sauf en cas de péril, auquel cas on peut intervenir.

Ce point n'appelant pas d'autres observations, la délibération est mise aux votes.

- - - - -

- 15 - Actualisation des périmètres des espaces naturels sensibles

M. Serge BESSEICHE rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

La délibération est mise aux votes.

- - - - -

- 16 - Pavillons rue Georges Gille à Saint-Malo - Projet de démolition - construction

Présidence M. Jean-Virgile CRANCE.

M. Jacques HARDOIN rapporte la délibération.

Mme Anne LE GAGNE :

J'ai 2 questions, la première question du relogement des locataires actuels, c'est où ? quand ? et comment ?

M. Jacques HARDOIN :

Je vous propose Madame LE GAGNE, que l'on vote la délibération qui concerne uniquement la démolition du bâtiment et que, une fois le retour de Monsieur le Maire, il réponde à vos questions parce qu'il connaît beaucoup mieux le dossier que moi-même. J'avoue ne pas être un grand spécialiste de ce dossier. Je préfère le laisser vous apporter toutes les réponses que vous souhaitez.

Mme Anne LE GAGNE :

Merci, donc on va voter sans avoir la réponse à cette question qui me semble quand même être importante.

Je trouve que c'est une très bonne chose que l'emprise foncière puisse permettre d'envisager le centre d'hébergement de réinsertion sociale de 42 places porté par l'AMIDS pour accueillir et héberger en urgence des personnes qui sont souvent à la rue, des familles qui sont en situation d'exclusion et qui connaissent de graves difficultés de santé ou d'insertion.

M. Jean-Virgile CRANCE :

Merci, je rajouterai juste quand même que le pilote de l'opération est Emeraude Habitation et qu'ils ont pour habitude ce type d'opération, alors dans le cas précis je n'ai peut-être pas tous les éléments, mais ils ont en tout cas l'habitude de la démolition, du relogement et de la reconstruction. En effet pour les habitants ce qui paraît la démarche initiale, inévitable et nécessaire c'est évident.

Mme Anne LE GAGNE :

Mon propos n'était pas du tout de mésestimer la compétence d'Emeraude Habitation sur ce sujet-là, c'était de savoir, dans le cadre des dialogues j'imagine nourris que vous avez avec eux, comment seront relogés les locataires actuels ? C'était juste une question. Mon propos n'avait aucun sous-entendu et était juste pour éclairer notre vote.

M. Jean-Virgile CRANCE :

Mais mon commentaire n'en avait aucun non plus, c'était juste pour dire que ce sont des professionnels et ils ont l'habitude de ce genre de choses. On aura sûrement des compléments, mais je crois qu'on s'est compris.

- Mise aux votes de la délibération et retour dans la salle de M. Gilles LURTON pour répondre à la 1ère question de Mme LE GAGNE.

Mme Anne LE GAGNE :

Je repose la question sur le relogement des locataires actuels dans le cadre de cette opération, c'était où, quand et comment ?

M. Gilles LURTON :

Alors ça fait partie des opérations sur lesquelles les chargés de clientèle d'Emeraude Habitation ont une grande habitude puisqu'on en est à la 2^{ème} opération ANRU que l'on mène depuis maintenant une quinzaine d'années. C'est sûr que c'est souvent difficile, mais nous y parvenons. Sur la rue Georges Gille, je vous précise que la rue est, Monsieur Hardoin a dû vous le dire, la rue Georges Gille n'est pas comprise dans l'opération ANRU, mais les logements déconstruits seront dénombrés dans le nombre de logements déconstruits de l'opération ANRU. Sur la rue Georges Gille, nous avons actuellement 29 maisons depuis déjà plusieurs années. Il se trouve que nous avons des éboulements de falaises. Nous avons dû, pour des raisons de sécurité, vider déjà 10 maisons sur les 29 depuis déjà plusieurs années. Il y a des maisons qui sont vides depuis un certain temps et qui se dégradent, les locataires qui sont dedans ont été relogés dans le patrimoine d'Emeraude Habitation, 6 sont partis volontairement, en plus des 10 qui ont été relogés. Sur les 10 relogés, 4 ont été relogés dans des logements d'Emeraude Habitation anciens et 2 dans des résidences construites depuis moins de 5 ans, 4 en dehors du quartier prioritaire de la ville, c'est une exigence de l'ANRU. Donc je disais 10 foyers relogés, 6 foyers partis ou décédés, ce sont des maisons dans lesquelles les ménages ont un peu vieilli, les personnes se retrouvent seules souvent dans des grandes maisons, et elles sont parfois volontaires, soit pour partir, soit pour demander une mutation, la maison étant devenue trop grande et trop coûteuse pour elles. Il nous en reste aujourd'hui 13 à reloger. C'est un travail que nous faisons, cousu main, nous essayons de leur faire des propositions qui correspondent à ce qu'ils recherchent, ils sont dans des petits pavillons. Pour certains, nous savons qu'ils veulent aller dans des logements plus petits en appartements, nous leur cherchons des appartements, si possible, dans les logements neufs que nous construisons, mais c'est vraiment encore une fois le cousu main. On fait une première proposition, les chargés de clientèle travaillent d'abord avec les familles, vont les voir, essayent d'analyser un peu leurs besoins, leur font une première proposition, si ça ne correspond pas elles n'y vont pas, il n'y a pas de problème. 2^{ème} proposition, ça ne correspond pas, elles n'y vont pas. 3^{ème} proposition et on travaille comme ça sans, sans jamais renoncer. Ça peut être long, on va commencer à détruire les pavillons vides, alors même que l'on sait que certains pavillons seront encore habités ; ça peut prendre du temps, mais petit à petit, nous y arriverons. Il faut que nous prévoyons des logements adaptés parce que ces logements de la rue Georges Gille sont des logements que l'on appelle PLAI, des logements adaptés, donc il nous faut aussi des logements adaptés pour reloger les personnes à Saint-Malo ou en dehors de Saint-Malo. Il peut arriver que parfois un pavillon dans une commune proche de Saint-Malo corresponde aussi aux demandes des personnes. Nous savons que sur les 13 personnes qui nous restent à reloger ça ne va pas être simple, on le sait mais je suis convaincu que nous allons y arriver suivant les volontés des personnes qui, et dans le plus grand respect des personnes qui habitent dans les logements, j'y veille personnellement. Voilà ce que je peux vous répondre. Parfois, il nous arrive aussi de faire ce qu'on appelle des opérations tiroirs. Ce n'est pas très beau, excusez-moi, mais il peut nous arriver de proposer, alors c'est surtout dans le cadre de l'ANRU, là ça ne sera pas le cas parce que je pense que ça ne se présentera pas, mais de

reloger des personnes provisoirement dans un logement en attendant qu'on ait construit un logement qui corresponde mieux au logement qu'elles recherchent, quand il y a urgence de déconstruire un immeuble, là on n'est pas dans l'urgence. On veut avancer, mais on avancera vraiment au rythme des relogements, voilà.

Ce point n'appelle pas d'autres observations.

- - - - -

- 17 - Rue des Frères Saint-Mleux - Acquisition d'une emprise foncière de voirie auprès de la copropriété de l'immeuble AV63 - Résidence 8 Marville

Mme Caroline CRANCE rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

La délibération est mise aux votes.

- - - - -

- 18 - Passage du Bois Joli - Acquisition d'une emprise foncière de voirie auprès de Mme et M. Jacky LORANT

Mme Caroline CRANCE rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

La délibération est mise aux votes.

- - - - -

- 19 - Rue de l'Etrier - Acquisition d'une emprise foncière de voirie auprès de la SCCV ETRIER MARVILLE

Mme Caroline CRANCE rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

La délibération est mise aux votes.

- - - - -

- 20 - Rue du Val Saint-Joseph - Acquisition d'une emprise foncière de voirie auprès de la SCCV le Clos de la Croix Chemin

Mme Caroline CRANCE rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

La délibération est mise aux votes.

- - - - -

- 21 - Rue René Leforestier - Acquisition d'une emprise foncière de voirie auprès de Mme et M. Yomick AUBE

Mme Caroline CRANCE rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

La délibération est mise aux votes.

- 22 - Convention de servitude pour passage de canalisation électrique souterraine avec ENEDIS - Rue de la Croix Raux

M. Armel DE LESQUEN rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

La délibération est mise aux votes.

- - - - -

- 23 - Convention de servitude pour passage de canalisation électrique souterraine avec ENEDIS - Rue de la Grande Rivière

M. Armel DE LESQUEN rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

La délibération est mise aux votes.

- - - - -

- 24 - Convention de partenariat avec le Club de Plongée S.M.P.E. relative à l'organisation de la journée de nettoyage du Port de Plaisance des Sablons et de sensibilisation à l'environnement

M. Armel DE LESQUEN rapporte la délibération.

M. Jean-Virgile CRANCE :

Je vais juste rajouter un petit complément, c'est que l'année dernière ou l'année d'avant, je crois, on a profité de cette opération pour qu'il y ait des photos qui soient prises des fonds sous-marins et il y a une expo qui a été faite, vous pouvez voir encore des panneaux au niveau du Bureau du port, qui montrent en fait toute la biodiversité qu'il y a dans notre port de plaisance et qui du coup est aussi le moyen de sensibiliser tous nos plaisanciers aux pratiques et aux bonnes pratiques et aux meilleures pratiques en tout cas auxquelles on les invite dans le cadre de cette labellisation port propre. Merci.

Mme Anne-Claire CLAVIER :

C'est une petite question, Madame ROCHE, en commission sur ce point, on avait évoqué le tri et le recyclage des déchets. Est-ce que vous avez pu obtenir les informations à ce sujet ?

Mme Céline ROCHE :

Merci. Bonsoir à tous, effectivement donc comme l'année dernière, il va y avoir une partie qui va être triée. On devait attendre la réponse de Madame JAFFRELOT pour le tri, notamment des téléphones portables, c'est ce qu'on avait évoqué en commission. A ce jour, on n'a pas eu la réponse et comme ça représente une petite quantité, l'idée c'est plutôt de les mettre à part et de voir après avec l'opérateur comment on peut éventuellement recycler les déchets.

Ce point n'appelant pas d'autres observations, la délibération est mise aux votes.

- - - - -

- 25 - Convention d'objectifs et de moyens à conclure avec l'association ANIMALO pour les actions du groupe de travail "protection animale de Saint-Malo" en 2023

Mme Céline ROCHE rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

La délibération est mise aux votes.

- - - - -

- 26 - Mise à disposition d'une emprise foncière pour l'occupation et le fonctionnement du Point d'Apport Volontaire Impasse du Coteau

M. Pascal FLAUX rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

La délibération est mise aux votes.

- - - - -

- 27 - Convention relative à la répartition des recettes issues des forfaits de post-stationnement

M. Guillaume PERRIN rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

La délibération est mise aux votes.

- - - - -

- 28 - Travaux entrant dans le cadre de la répartition du produit 2022 des amendes de police relatives à la circulation routière

M. Guillaume PERRIN rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

La délibération est mise aux votes.

- - - - -

- 29 - Création de l'Association des villes départ de courses au large emblématiques

M. Nicolas BELLOIR rapporte la délibération.

M. Edouard VAURY :

Oui, j'ai une question par rapport aux membres de cette association, ce sont des élus de la ville, des personnes de la collectivité, des collectivités ou c'est même ouvert à des citoyens impliqués dans la course de leur ville ou quelque chose comme ça ?

M. Nicolas BELLOIR :

Pour l'instant, le cadre qui est proposé, encore une fois, c'est pour enclencher cette dynamique, on est sur les élus, les techniciens, les parties prenantes directes aux organisations de ces courses. Après, il peut y avoir des réflexions effectivement pour voir comment on peut associer les concitoyens des différentes collectivités soit à l'association, soit à des réflexions par rapport aux travaux qui pourraient être menés.

Mme Anne LE GAGNE :

Merci Monsieur le Maire, c'est un peu en marge de cette 29^{ème} délibération, je voulais savoir Saint-Malo cité de la voile, où en est-on du pôle voile ?

M. Abel KINIÉ :

Merci Monsieur le Maire, merci pour la question. Il n'y a pas très longtemps on a voté en Conseil municipal des accès aux pontons pour les entraînements, pour les classes parentes, quelques places, pour continuer à initier la réflexion sur le pôle voile. Donc le projet, pour être tout à fait clair, n'est pas du tout enterré, il est plutôt en réflexion avec la SNBSM, les skippers malouins et la Commission des sports et la ville de Saint-Malo. Vous aurez dans les jours qui viennent, les semaines qui viennent les résultats des études ou alors des réunions qui sont en train d'être mises en place, mais en tout cas, on a déjà voté ici en Conseil municipal, une première ébauche de ce que pourrait être le pôle voile demain, voilà.

M. Jean-Virgile CRANCE :

Je crois que la 40 Malouine qui se déroule est, je crois, participe à l'entraînement ou à la préparation de nos skippers malouins à la Jacques Vabre et je crois que c'est un succès pour les plus voileux d'entre nous qui ont les échos des pontons, je crois, qu'on n'a pas mal de skippers à partir et on voit que le territoire malouin est actif dans cette course.

Mme Anne-Claire CLAVIER :

Monsieur le Maire, excusez-moi juste une petite question de forme sur la délibération, il est proposé Monsieur BELLOIR et Monsieur KINIÉ pour représenter l'association.

M. Gilles LURTON :

Oui, tout à fait, je sais, c'est corrigé par le vote. Voilà sur des discussions que nous avons, je pensais que c'était bien que j'y sois, je ne suis pas obligé d'être partout, mais on m'a dit que c'était important que le Maire y soit, compte tenu du fait que mes collègues maires, a priori au moins pour un, il y sera. On me dit que c'est important que j'y sois, donc j'ai demandé à Monsieur KINIÉ s'il acceptait de se retirer. La délibération est corrigée, vous faites bien de le remarquer.

Ce point n'appelant pas d'autres observations, la délibération est mise aux votes.

- - - - -

- 30 - Aides aux clubs participant aux animations sportives au titre des vacan'sports au cours des petites vacances scolaires / année scolaire 2022-2023

Mme Caroline CRANCE rapporte la délibération.

Mme Anne LE GAGNE :

De la même façon, en marge de cette 30^{ème} délibération, nous voulions savoir où nous en étions de l'obtention du prêt par la JA ?

M. Gilles LURTON :

Le prêt a été obtenu, la JA a obtenu son prêt donc peut poursuivre ses activités tout à fait normalement. Je crois savoir, mais je n'ai pas encore des résultats très stabilisés, je crois savoir que la JA a remporté un franc succès sur ces inscriptions cette année, ce qui devrait bien l'aider. Voilà ça repart et je ne regrette pas d'avoir convoqué ce Conseil municipal extraordinaire du mois d'août. Voilà donc le prêt a été accordé aussitôt, dans les 15 jours qui ont suivi, ça a été fait.

Mme Anne LE GAGNE :

Merci Monsieur le Maire et nous étions revenus pour être à vos côtés sur ce sujet qui nous tenait à cœur.

M. Gilles LURTON :

Merci, merci beaucoup, c'était très important.

Ce point n'appelant pas d'autres observations, la délibération est mise aux votes.

- - - - -

- 31 - Tarification des séances scolaires d'activités nautiques - Avenant au protocole d'accord pour l'encadrement des activités nautiques proposées aux écoles

Mme Caroline DESQUESES rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

La délibération est mise aux votes.

- - - - -

- 32 - Charte d'adhésion au réseau Micro-Folie du Parc de La Villette par la Ville de Saint-Malo pour l'accueil et le financement d'une Micro-folie au Pôle Jeunesse et plan de financement

M. Abel KINIÉ rapporte la délibération.

M. Jean-Virgile CRANCE :

Oui j'ai une question à mon collègue Jacques HARDOIN : quand je vois la longue liste des musées qui participent à cette opération, les Micro-Folies, je me questionnais sur le devenir du projet du musée malouin. Est-ce qu'on aura la chance de participer à cette longue liste et de faire rayonner en fin de compte les œuvres Malouines à travers au moins le pays ?

M. Jacques HARDOIN :

Tu as tout à fait raison de poser la question, je l'aurais précisé d'ailleurs si tu ne l'avais pas fait. Le réseau des musées de Bretagne dans lequel le musée de Saint-Malo est adhérent a négocié sa présence dans la base de données des Micro-Folies pour une centaine d'œuvres, il y aura à peu près une vingtaine d'œuvres du musée de Saint-Malo qui seront dans cette base de données.

- - - - -

- 33 - Convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens entre la Ville de Saint-Malo et l'Association COEF 180 dans le cadre du partenariat autour de la politique "Jeunesse"

M. Abel KINIÉ rapporte la délibération.

Mme Anne LE GAGNE :

Ce n'est pas vraiment une question, c'est des échanges qu'on a eus, y compris dans la commission culture avec Madame Dupuy, c'est bien une mise à disposition gratuite ?

M. Abel KINIÉ :

Tout à fait, comme pour les autres associations.

Ce point n'appelant pas d'autres observations, la délibération est mise aux votes.

- 34 - Subvention exceptionnelle attribuée à l'association Saint-Malo Promotion

Mme Tiphaine RENARD rapporte la délibération.

M. Gilles LURTON :

Merci beaucoup, c'est un traditionnel feu de la Saint-Jean organisé par Saint-Malo Promotion qui a été organisé un peu au début du mois de juillet à cause des marées cette année. Les personnes qui organisent, les membres de Saint-Malo Promotion qui organisent cette manifestation ont besoin d'être soutenus et nous répondons à leur demande.

Mme Anne LE GAGNE :

Je voulais juste bien comprendre, on est dans une subvention à posteriori et je voulais aussi bien comprendre ce que les 750 € couvraient ? Est-ce que les 750 € couvrent l'ensemble de la manifestation ou c'est fléché sur la déambulation accompagnée des chevaux et des ânes auquel cas, ça couvre en fait une autre prestation, c'était un peu ma question en fait.

Mme Tiphaine RENARD :

Dans cette manifestation, il y avait tout un tas de bénévoles, mais aujourd'hui, par exemple, la fanfare demande à être payée. Les personnes qui ont les ânes et les chevaux demandent à être payées. Le transport des fagots avec des tracteurs et l'achat des fagots est payant aussi, pour un total de 750 €. C'est pour ça qu'on est obligés de les accompagner parce qu'ils n'avaient pas les moyens de pouvoir payer tous ces prestataires. Parce qu'avant ils le faisaient gratuitement, mais aujourd'hui, ils demandent une rétribution.

Mme Anne LE GAGNE :

Je comprends parfaitement que ce soit une association qui a besoin d'être soutenue, mais qui va verser donc cette subvention non pas à elle-même, mais à d'autres subventions. Ça crée un précédent, comment vous allez traiter les prochaines demandes de cet ordre-là ?

M. Gilles LURTON :

Au cas par cas, comme on le fait traditionnellement. Comme on le fait pour toute demande dont on est saisi déjà depuis longtemps au cas par cas, en fonction de l'intérêt pour la ville d'avoir ce type de manifestation.

Mme Sophie BEAUDOUT :

J'avais déjà eu l'opportunité de poser la question et je la repose. Comment est-ce qu'on assure l'équité avec une réponse telle que la vôtre qui est au cas par cas ? Sur quelle base est-ce qu'on assure l'équité aux associations ?

M. Gilles LURTON :

Écoutez, je crois que les associations de Saint-Malo ne se sentent absolument pas oubliées par la ville de Saint-Malo en général. C'est ma réponse.

Ce point n'appelant pas d'autres observations, la délibération est mise aux votes.

- 35 - Convention d'objectifs et de moyens avec l'Association Saint-Malo Évènementiel dans le cadre de l'organisation du Marché de Noël 2023

Mme Sophie DANINO-SOISSON rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

La délibération est mise aux votes.

- - - - -

- 36 - Avis sur le rapport annuel 2022 de mise en œuvre de la politique de la Ville

Mme Sophie LEPRIZÉ rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

La délibération est mise aux votes.

- - - - -

- 37 - Avenant à la convention portant mise à disposition partielle d'un éducateur de jeunes enfants auprès du Centre Communal d'Action Sociale

M. Jean-Virgile CRANCE rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

La délibération est mise aux votes.

- - - - -

- 38 - Régime indemnitaire de la filière culturelle

M. Jean-Virgile CRANCE rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

M. Jean-Virgile CRANCE :

Juste par rapport à la délibération précédente, on peut profiter pour souhaiter la bienvenue à Dimitri Robinne qui est notre nouveau directeur du conservatoire qui nous vient du conservatoire de Pont Audemer.

La délibération est mise aux votes.

- - - - -

- 39 - Mise à disposition de personnel pendant le festival "Quai des bulles"

M. Jean-Virgile CRANCE rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

La délibération est mise aux votes.

- - - - -

- 40 - SPL "DESTINATION SAINT-MALO BAIE DU MONT-SAINT-MICHEL" - Nouvelle composition du Conseil d'administration à la suite de la sortie de la Communauté de Communes Côte d'Emeraude du capital

M. Nicolas BELLOIR rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

La délibération est mise aux votes.

- - - - -

La séance est levée à 21h08.

Le 07 novembre 2023

PROCES-VERBAL

du Conseil Municipal
de la Ville de Saint-Malo

Séance Publique du 21 septembre 2023 tenue à l'Hôtel de Ville à 18h30, en vertu des articles L 2121- 7 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 43

Nombre de Conseillers effectivement présents : 35

Nombre de pouvoirs : 8

Quorum : 22

Date de transmission de la convocation, de l'ordre du jour et des exposés des rapports aux Conseillers Municipaux : 15 septembre 2023

Date d'affichage de la convocation : 15 septembre 2023

Date de publication de la séance : 22 septembre 2023

Le Président de séance, M. Gilles LURTON, rappelle que le Procès-verbal de la Séance du 21 septembre 2023, ainsi que l'annexe récapitulative des observations éventuelles, complétée le cas échéant par les observations orales formulées ce jour en séance ont été adressés à tous les Membres du Conseil Municipal.

M. Gilles LURTON soumet alors le procès-verbal à l'approbation de l'Assemblée qui l'approuve à l'unanimité.

Le Président de séance

Gille LURTON



Le(s) Secrétaire(s)

Anna KHELIF-JOURNE

